

L'OCCUPATION ALLEMANDE
Jean-William Dereymez

On dit souvent que le département de l'Isère n'a pas connu l'occupation allemande avant septembre 1943. Ce n'est pas tout à fait exact, d'une part parce qu'en 1940 la moitié du département fut occupée, certes provisoirement, par la *Wehrmacht* en opération ; d'autre part parce que le nord de l'Isère, proche de Lyon, vit les troupes allemandes contrôler le territoire dès novembre 1942. La police allemande ne se priva pas d'intervenir dans la zone italienne avant septembre 1943, sept de ses membres se trouvant parmi la délégation allemande auprès des forces italiennes. Dès le début du mois d'août 1943, des unités allemandes stationnèrent près de Grenoble, en route pour l'Italie, fait qui se renouvela à la fin de ce mois.

Mais bien entendu, c'est surtout à partir de septembre-octobre 1943 que la présence allemande se fit très lourdement sentir. Les départements alpins virent s'installer la 157^e Division de réserve, composée en grande partie de troupes alpines, *Gebirgsjäger* et artilleurs de montagne, commandée par le général Karl Pflaum, dont les premiers éléments arrivèrent le 8 septembre. Dans la nuit du 8 au 9, après avoir capturé par ruse l'état-major italien, invité à un dîner qui se révéla un piège, des combats opposèrent Allemands et Italiens, qui auraient fait une centaine de morts et de blessés, soixante-dix Italiens étant soignés à l'hôpital de La Tronche. La 157^e se répartit dans plusieurs villes des Alpes, Annecy, Belley, Bourg-Saint-Maurice, Briançon, Chambéry, Gap, et bien sûr Grenoble. Il faut y ajouter des unités territoriales (635^e *Landeschützen*), de la police d'ordre militarisée (*Ordnungspolizei*), de la *Feldgendarmarie*, des *Ostbataillonen* et du *Sipo-SD*, sans parler des unités spécialisées des frontières, police des frontières (*Grenzpolizei*), douaniers (*Zollgrenzdienst* et *Zollgrenzschutz*) nombreuses en Haute-Savoie. La 157^e Division combattit les maquis en Haute-Savoie, dans l'Ain, en Savoie, dans l'Isère, la Drôme, les Hautes et les Basses-Alpes, se rendant coupable pendant ces affrontements de ce que l'on a appelé après 1945 des crimes de guerre, le *Sipo/SD* étant responsable de la persécution des juifs.

Il était courant de dire que, si les Isérois méprisaient les Italiens, ils haïssaient les Allemands et la collaboration active avec l'occupant fut assez marginale : les Jeunes de l'Europe nouvelle, appelés par la suite *Waffen-SS* français, ne dépassaient guère la vingtaine, ce qui ne les empêcha pas de commettre forfaits et crimes en nombre. Pour exécuter les résistants isérois lors de la « Saint-Barthélemy grenobloise », la police allemande appela en renfort des collaborateurs français venus de Lyon. En tout cas, si beaucoup d'attaques de la Résistance visèrent les collaborateurs et la Milice, les attentats contre la *Wehrmacht* ou surtout contre les intérêts de celle-ci prirent une ampleur inconnue jusque-là, comme en témoignent la destruction par les groupes francs des stocks de munitions du Polygone (nuit du 13 au 14 novembre 1943), celle du matériel radio (camions et remorques) destiné à la *Luftwaffe*, dans l'usine Thomson-Houston de Grenoble (27 novembre 1943) et surtout celle de la caserne de Bonne (nuit du 1^{er} au 2 décembre 1943) rendant l'édifice inhabitable et obligeant les troupes allemandes à s'installer dans le lycée Champollion. Les attentats individuels contre les officiers ou soldats de la *Wehrmacht* furent rares, seuls les résistants proches du Parti communiste s'y livrant : le 16 décembre 1943, un officier allemand, le lieutenant Hoffmann, fut abattu rue Thiers à Grenoble par des hommes relevant des FTP-MOI. Le 11 août 1944, des inconnus exécutèrent deux soldats allemands cours Berriat, provoquant trois jours plus tard, sur les lieux mêmes, l'assassinat d'une vingtaine de jeunes du Vercors.

Le contact entre l'administration française, maintenue à son poste et les forces allemandes, se faisait par l'intermédiaire du *Verbindungsstab* (groupe de liaison) 735, d'abord sous les ordres du major Marschall jusqu'en avril 1944, puis du colonel Kirsten, enfin en juin du colonel Stenz. Le *Verbindungsstab* s'occupait aussi bien des réquisitions de logements et de matériel que de la protection nocturne du *Wehrmachtbordell* de la rue Condorcet, ouvert dès le 27 octobre 1943. Des officiers de la Section de liaison, dirigés par le commandant Réaux, représentaient aussi les autorités françaises auprès du *Verbindungsstab*. Le commandant français aurait réussi en juin 1944 à faire cesser la destruction de Saint-Nizier.

Les Allemands réquisitionnèrent hôtels, restaurants, immeubles, le général Pflaum établissant son QG dans la Cité universitaire, sur les boulevards, très près de la caserne Hoche et son domicile à l'hôtel Moderne. Ils procédèrent de même envers les immeubles des 26, auquel ils renoncèrent très vite, et 28 cours Berriat pour y installer leurs services de police donnant un délai de 36 heures aux habitants pour libérer les lieux.

La marge de manœuvre de l'administration française s'étrécit, les Allemands n'hésitant pas à agir contre les forces de l'ordre françaises quand ils le jugèrent utile, comme lors de la manifestation du 11 novembre 1943 au cours de laquelle ils arrêtèrent un commissaire de police. D'août 1943, moment du départ de Raoul Didkowski après plus de trois années de présence, à août 1944, l'Isère ne connut pas moins de quatre préfets, Paul Balley (8 août-7 novembre 1943), Jacques Henry (7 novembre 1943-24 janvier 1944), Roger Homo (24 janvier-8 juin 1944) et Philippe Frantz (8 juin-1^{er} août 1944), exécuté par la Résistance. Pendant près de trois semaines jusqu'à la libération de Grenoble, le 22 août 1944, le département n'eut pas de préfet.

Les cas de torture, principalement cours Berriat mais aussi boulevard Maréchal-Pétain (ex-boulevard Gambetta) se comptèrent par dizaines, ainsi que les habitations détruites, par centaines les arrestations, les déportations, les prises d'otages, les exécutions sommaires de résistants, de Juifs ou d'otages. Le nombre de victimes de l'occupation allemande en Isère et dans la Drôme fut très élevé, le seul Vercors en totalisant plus de huit cents. En novembre 1944, un rapport de la Croix-Rouge estimait à 929 le nombre de tués ou d'exhumés dont ses équipes d'urgence avaient dû s'occuper, à 1 149 le nombre de blessés qu'elles avaient soignés, à 21 094 le total des réfugiés qu'elles avaient pris en charge. Un bilan officiel totalisait 1 445 fusillés ou morts au combat, près de quatre mille personnes tuées, disparues, ou mortes en déportation.

Bilan des victimes de l'Occupation allemande Dans le département de l'Isère			
	Département de l'Isère (sans Grenoble)	Agglomération grenobloise	Totaux
Fusillés	445 (dont Isérois : 344)	284	729
Tués au combat	646	70	716
Personnes arrêtées	1205	1852	3057
Dont disparus	377	1500	1877
Déportés			1146
Rentrés de déportation			584
Total des personnes décédés ou disparues			3884

Robert FAVIER, *Flashes sur la Résistance en Isère*, Grenoble, Imprimerie Coquand, 1998, 120 p., pp. 228-229.